



HAL
open science

Facteurs explicatifs de l'hostilité contre les roms en France

Yuma Ando, Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale

► **To cite this version:**

Yuma Ando, Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj, Tommaso Vitale. Facteurs explicatifs de l'hostilité contre les roms en France. Commission nationale consultative des droits de l'homme. La lutte contre le racisme, l'antisemitisme et la xenophobie 2020, La documentation française, pp.94-111, 2021, 9782111573291. hal-03426003

HAL Id: hal-03426003

<https://hal.science/hal-03426003>

Submitted on 11 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

FACTEURS EXPLICATIFS DE L'HOSTILITÉ CONTRE LES ROMS EN FRANCE

Yuma Ando, Nonna Mayer, Guy Michelat, Vincent Tiberj & Tommaso Vitale

Réalisé seize mois après le précédent, au milieu de ladite «troisième vague» de la Covid-19, le Baromètre CNCDH en ligne de 2021 enregistre des niveaux très élevés d'hostilité envers les Roms comparés aux autres groupes. Toutefois, ces préjugés sont moins répandus que les années précédentes, illustrant l'effet conjoint des initiatives de lutte contre le racisme et d'une moindre stigmatisation médiatique et politique de ces derniers. En mars 2021, l'échantillon ayant répondu au questionnaire en ligne montre un plus grand degré de tolérance à l'égard des Roms et les principaux stéréotypes les concernant sont un peu moins répandus. Et pourtant, l'accent mis sur la lutte contre ces préjugés semble être moins important et moins urgent, même parmi les moins hostiles aux Roms.

Cette année, le Baromètre de la CNCDH confirme également une dynamique cumulative, qui amène à petit pas des proportions légèrement plus élevées de citoyens vers une meilleure connaissance des Roms et une moindre adhésion aux stéréotypes qui les stigmatisent. À titre d'exemple, en mars 2021, 63,5% des personnes interrogées pensent que les Roms – et plus spécifiquement les Roms migrants – ne veulent pas s'intégrer en France. Autrement dit, ce cliché est encore partagé par près des deux tiers de la société française. Mais il s'agit d'une baisse significative : ils étaient 71 % en 2018 et 2019 à le penser. Par ailleurs, l'exploration fine des données (voir *infra*) montre une certaine augmentation de la proportion de personnes avec un niveau bas de sentiment anti-Roms, surtout chez les ouvriers, les agriculteurs, les employés, les artisans, les commerçants, les professions intermédiaires et plus généralement chez les individus les moins scolarisés.

Les préjugés anti-Roms articulent peur, mépris et envie. Des stéréotypes traditionnels, reflétant la méconnaissance de la situation des Roms, restent répandus. 74% des sondés pensent ainsi encore que les Roms migrants « *sont pour la plupart nomades* », en légère baisse de 3 points par rapport à 2018. On observe également que les préjugés les plus négatifs commencent à être légèrement moins répandus. L'idée que les Roms « *vivent essentiellement de vols et de trafics* » est aujourd'hui partagée par 57,5 % de notre échantillon, soit 10 points de moins qu'en 2018 et 2019. Il en va de même pour le stéréotype selon lequel les Roms « *exploitent très souvent les enfants* » : partagé par les trois quarts de l'échantillon en 2018 et les deux tiers en 2021. Il s'agit d'un résultat important à souligner, puisqu'il montre que les lynchages survenus en Seine-Saint-Denis en mars 2019, qui ont été alimentés par le stéréotype des Roms qui enlèvent les enfants, n'ont pas arrêté la tendance à la baisse de sa diffusion (Vitale, 2019 ; About, 2014).

Par rapport aux autres minorités, les préjugés, les stéréotypes, les connaissances erronées, les sentiments de peur et d'hostilité continuent de se mêler avec une force et une intensité particulière. Leur niveau de diffusion a baissé ces dernières années, quoique lentement. La spectacularisation de la pauvreté de certains groupes roms par les médias, lors des évacuations des campements illicites et des bidonvilles, a moins d'impact. On commence

à voir les effets positifs de la nouvelle politique de résorption des bidonvilles, conformément à l'instruction du gouvernement du 25 janvier 2018¹, qui l'a inscrite dans la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté.

De fait, au cours de l'année 2020, les Roms ont moins souvent été pris comme boucs émissaires par les élites politiques, sociales et médiatiques. La mobilisation des associations pour la défense des droits des Roms et des gens du voyage s'est renforcée, en réaction aux discriminations institutionnelles et sociétales dont ils sont victimes, à l'école comme dans l'accès au logement. Elles mettent en avant une image plus positive de cette minorité dans la presse développent une stratégie de plus en plus centrée sur la lutte contre les idées reçues². Elles invoquent aussi le rappel du Comité des droits de l'enfant des Nations unies, qui a demandé à la France de « garantir à tous les enfants le droit à l'éducation sans discrimination »³, s'appuyant sur le témoignage et l'engagement direct des enfants « privés du droit à l'éducation », pour relancer « le droit à l'instruction publique pour tous et toutes » (Association Trajectoires, et al., 2017).

Une grande variété de groupes et de conditions

« Tsiganes », « Bobémiens », « Manouches », « Gens du voyage », « Roms », « groupes romani », « Romanichels », « Gitans » : les questions de terminologie et de définition sont difficiles et controversées. Les spécialistes insistent sur la pluralité des racines locales et la multiplicité des dialectes, langues et trajectoires de ces différents groupes. Mais, en même temps, ils insistent sur un air de famille entre eux et une certaine unité (Asséo, 2006). Les groupes roms constituent une galaxie de communautés qui n'ont ni la même histoire, ni la même culture, ni la même religion (Olivera, 2010). Il est difficile d'estimer leur nombre ; on parle de 12 à 15 millions de personnes dans le monde. La plupart vit en Europe, dont 60 % à 70 % dans les démocraties post-communistes. Traçons, à titre indicatif, une ligne qui relie Rome à Helsinki, en passant par Vienne et Prague. À l'est de celle-ci se situent les communautés qui s'auto-qualifient de « Roms ». À l'ouest de ce tracé imaginaire, on trouve des groupes aux noms différents : « Manouches », « Sintés », « Kalés », « Romanichels », avec peu de « Roms » (Piasere, 2011). En France, on observe la même hétérogénéité. Aux côtés des Roms d'immigration récente, dont certains vivent dans des conditions de grande

¹ Inscrite dans le plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme (11 septembre 2017), l'instruction du gouvernement du 25 janvier 2018 développe une approche centrée sur la lutte contre la grande précarité, indépendamment de l'origine des personnes, à la différence de l'approche plus « ethnique » de l'insertion des « populations roms » adoptée par la Commission européenne (Aguilera & Vitale, 2015). Dans ce cadre, la Dihal soutient les territoires afin qu'ils formalisent des stratégies territoriales « partenariales », concertées, visant la résorption des bidonvilles et campements illicites, dans une perspective plus large qu'un simple encadrement des évacuations, avec des programmes d'insertion.

² Collectif national Droits de l'Homme Romeurope, *Les Roms. Luttons contre les idées reçues*, 2017, www.romeurope.org.

³ ONU – Convention internationale des droits de l'enfant (IDE), Comité des droits de l'enfant, *Observations finales concernant le cinquième rapport périodique de la France*, 2016, CRC/C/FRA/CO/5. 105. Association Trajectoires, Fondation Caritas, Secours catholique, *Habitants des bidonvilles en France : connaissance des parcours et accès au droit commun*, 2017 ; disponible ici : <http://www.trajec-toires-asso.fr>

précarité, on trouve des citoyens français de longue date. Ces derniers sont issus de plusieurs vagues d'immigration datant du début du XX^e siècle et de l'entre-deux-guerres, mais aussi de l'après-guerre. La plupart d'entre eux poursuivent une stratégie d'invisibilité, essayant de ne pas attirer l'attention sur eux. De la même manière, les rapports entre Roms d'immigration récente, Roms et Manouches français ne relèvent pas toujours de la solidarité, ni de la reconnaissance d'une identité commune.

Un élément de complexification vient du fait que le terme « *Roms* » utilisé au sens générique a été choisi par l'Union romani internationale en 1971 afin d'inclure l'ensemble des groupes « *tsiganes* »⁴. À partir de cette définition extensive des Roms, le Conseil de l'Europe estimait en 2012 qu'ils étaient en France entre 300 000 et 500 000, soit environ 0,6 % de la population⁵. Comme nos rapports précédents le soulignaient, l'une des questions fondamentales au sujet de l'anti-tsiganisme ou de la romaphobie est la très forte ignorance de la réalité de ces groupes au sein de la société française. En octobre 2016, plus de 60 % des sondés avaient ainsi tendance à en surestimer le nombre. En novembre 2017, à la question « *Quelle est la proportion de Roms en France sur l'ensemble de la population ?* », seulement 41 % ont répondu « *moins de 1 %* », 18,5% ont répondu « *entre 1% et 3%* », 17% « *entre 3% et 5%* » et 23% ont répondu « *plus de 5%* »⁶.

Les groupes tsiganes en France sont très différenciés, de par leur origine, leur statut juridique, leurs modes de vie. La grande majorité est composée des « *Gens du voyage* », une communauté estimée à environ 350000 personnes (Hubert, 2013), alors que certaines associations de Gens du voyage avancent un chiffre plus proche de 500 000 personnes (Cour des comptes (2017)). Cette estimation intègre entre 60 et 70 000 voyageurs permanents. Le terme correspond à la catégorie administrative apparue dans les textes officiels dès 1972 et qui s'applique aux personnes visées par la loi du 3 janvier 1969 pour désigner des populations françaises mal identifiées (les Manouches, les Gitans, les forains, les Yéniches, etc.) du fait de leur mode de vie itinérant. Pour simplifier, ce terme correspond à une population « *sans domicile ni résidence fixe*⁷ » mais qui revendique une inscription territoriale (FNASAT, et al., 2017). En suivant les recommandations de la CNCDH de 2012, on peut définir les Gens du voyage comme des citoyens français qui ont un mode de vie fondé à l'origine sur la mobilité, même si nombre d'entre eux sont aujourd'hui sédentaires. Le même terme recouvre donc des réalités sociales et économiques très diverses.

En France, on trouve aussi des groupes qui s'auto-définissent comme « *Roms* ». Certains d'entre eux sont citoyens français, immigrés en France à partir de la fin du XIX^e siècle,

⁴ Définition qui a été critiquée par de nombreux groupes tsiganes. Elle a ensuite été officiellement adoptée par l'Union européenne et le Conseil de l'Europe, cf. Liégeois (2010).

⁵ Voir à ce sujet : <http://hub.coe.int/fr/web/coe-portal/roma>.

⁶ La question n'a pas été posée en novembre 2018.

⁷ Un livret de circulation s'est substitué à l'ancien carnet de circulation le 5 octobre 2012, après une décision du Conseil constitutionnel sur la conformité de la loi no 69/3 (Bordigoni, 2013 ; Sutre, 2021).

d'autres sont des citoyens bulgares, roumains, kosovars ou provenant d'autres pays d'Europe de l'Est. Seule une petite minorité des Roms ainsi définis vit dans une très grande précarité, dans des bidonvilles. Il s'agit de personnes principalement issues d'une immigration récente, au cours des quinze dernières années, venant de Bulgarie et surtout de Roumanie. Au 1^{er} juillet 2018, 16 090 personnes (dont 4 186 mineurs) étaient recensées comme vivant en bidonville et dans des squats sur 497 sites répartis dans 41 départements en France métropolitaine (DIHAL, 2018) . Les dernières données publiques nous disent qu'au 1^{er} juillet 2019, en France métropolitaine, 12 088 ressortissants européens habitaient 254 sites, parmi les 17 619 personnes recensées sur 359 bidonvilles et squats de plus de 10 personnes.

Tous les autres Tsiganes ne sont pas « *visibles* » et ne vivent pas dans des conditions de misère extrême. Nous sommes donc en présence d'une mosaïque de fragments ethniques, à laquelle se superpose une pluralité de statuts juridiques (citoyens français, ressortissants des pays de l'Union européenne ou d'autres pays européens, apatrides).

Le stigmatisme du communautarisme : les Roms sont-ils un groupe à part?

Pour tenir compte de cette hétérogénéité, les questions de l'enquête de la CNCDH portent traditionnellement à la fois sur les Roms et sur les Gens du voyage, en faisant varier le terme de manière aléatoire. Si l'on s'en tient aux sondages en ligne dont on dispose, les chiffres dessinent entre 2016 et 2019 une tendance plutôt stable, qui semble commencer à s'affaiblir en 2021. Fin 2016, 80% de la population considéraient les Roms comme un « *groupe à part* » dans la société, contre 71% pour les Gens du voyage. En novembre 2019, ils sont 82% des sondés concernant les Roms et 80% pour les Gens du voyage.

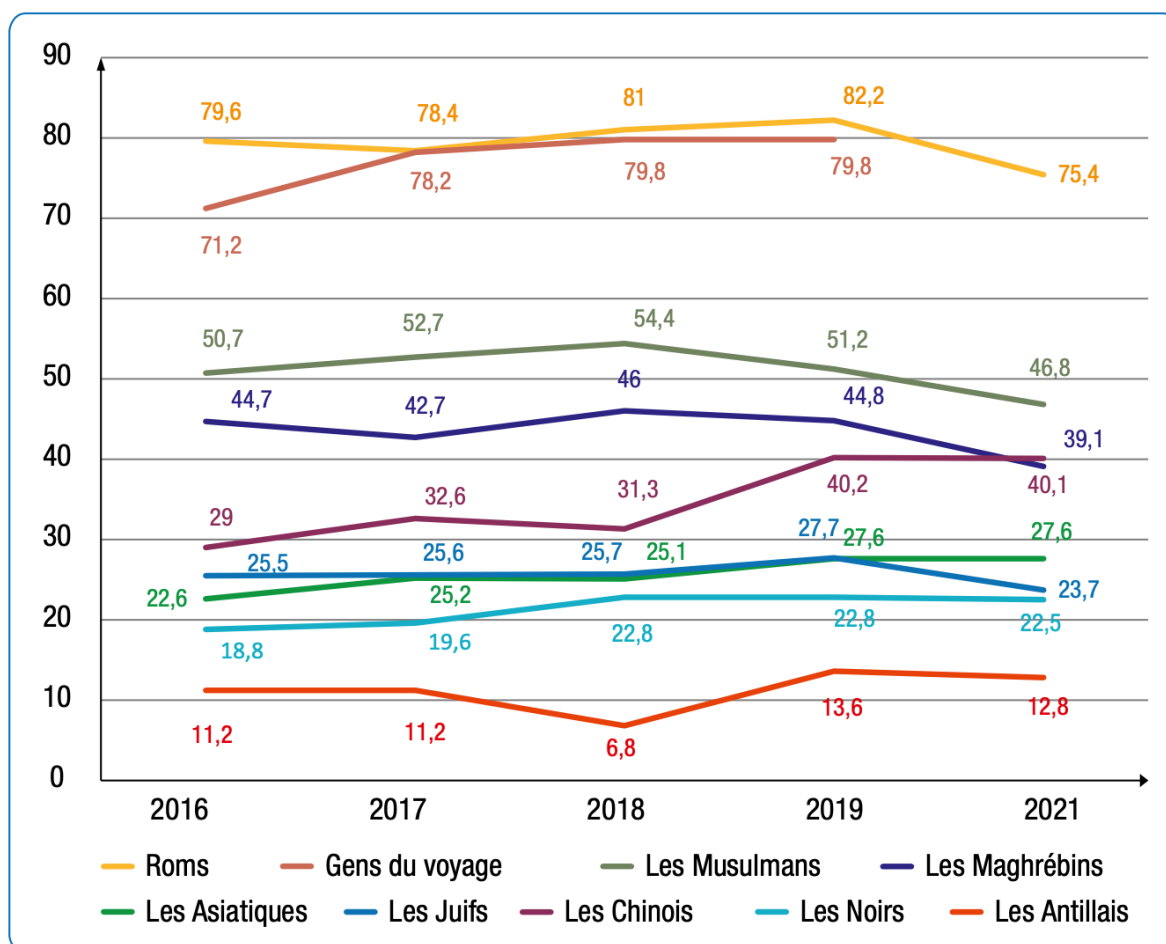
En mars 2021, le pourcentage descend à 75% pour les Roms (cette année la question n'est pas posée à propos des Gens du voyage, dans la mesure où les enquêtes précédentes ne montraient aucune différence dans les réponses, quel que soit le terme employé) (figure 4.1).

En milieu urbain, les contacts noués à l'école, aux fêtes de quartiers, aux anniversaires des enfants, ainsi que les interactions qui se déroulent dans des espaces moins associés à des stéréotypes (la fête de la ville, les files d'attente dans des services municipaux...) permettent de déconstruire certains préjugés. Ces contacts sont performatifs, c'est-à-dire qu'ils sont importants du point de vue des conséquences qu'ils produisent. Néanmoins, ces interactions ne concernent qu'un public limité. Et autour des Roms continue à se répandre la vision fantasmée d'un communautarisme radical, comme si les Roms restaient toujours entre eux, sans relations de voisinage, sans échanges ni amitiés ancrées dans leur lieu de vie et de travail. Autant de clichés démentis par les enquêtes qui mobilisent les méthodes de l'analyse de réseaux pour rendre compte de l'inscription territoriale et de l'hétérogénéité des amitiés et des liens de sociabilité et d'entraide des Roms (Vacca, et al., 2021).

En l'absence de campagnes de grande envergure destinées à contrer les sentiments anti-Roms/Tsiganes, et avec encore beaucoup d'enfants vivant en bidonvilles qui ne sont pas

scolarisés, la perception d'un fort communautarisme des Roms et des Gens du voyage baisse, mais reste très répandue⁸. Entre 2016 et 2019, le pourcentage des sondés en ligne qui considèrent les Roms comme un groupe «ouvert aux autres» était stabilisé autour de 6%; en 2021, il est monté à presque 10%.

Figure 4.1.
Tendances à juger différents groupes comme « à part dans la société » (%)



Source : Baromètres CNCDH en ligne.

Pour aller plus loin, on ajoutera qu'en 2019 seulement 13% des répondants jugeaient que les Roms «ne forment pas spécialement un groupe». En 2021, ce taux augmente légèrement (15%). Pour l'expliquer on peut sans doute rap- peler que, pendant le confinement, les mesures de lutte contre la pauvreté urbaine ont été appliquées de manière inconditionnelle

⁸ Il faut aussi souligner un nouveau programme important développé par la Dihal, dans le cadre du groupe «Scolarisation» de la commission nationale de résorption des bidonvilles, pour accompagner «vers et dans l'école pour garantir une scolarisation durable des enfants», qui vise à soutenir l'action de l'Éducation nationale en développant des actions associatives de «reach out», d'«aller vers» les familles, afin de faciliter l'accès à l'école et d'instaurer des liens de confiance entre parents, enfants et acteurs de la scolarisation (collectivités territoriales, Casnav, DSDEN, chefs d'établissements et équipes éducatives).

dans la plupart des espaces ou réseaux d'aide. L'aide alimentaire et sanitaire dans les villes françaises, en cette année difficile de pandémie, n'a pas été caractérisée par une logique de sélection par groupes de bénéficiaires⁹. Dans l'urgence, tout le monde pouvait être prioritaire dans la file pour l'aide alimentaire.

En 2016, il y avait + 29 points d'écart entre la perception des Roms et des Musulmans comme formant un «*groupe à part*» (figure 4.1). Cette différence atteignait 31 points fin 2019 et revient à 28,5 points en mars 2021. Cet écart montre la force des préjugés envers les Roms, comparés à ceux visant d'autres minorités. Plus précisément, aujourd'hui l'écart est de 36 points de plus par rapport aux Maghrébins, 48 par rapport aux Asiatiques, 52 par rapport aux Juifs (contre 54 points en 2016). La distance maximale est par rapport aux Noirs (+ 53 points). On note également un écart de 35 points par rapport à la perception des «*Chinois comme un groupe à part*». C'est pour cette catégorie que le sentiment de communautarisme a le plus augmenté au cours des dernières années. Cependant, il ne semble pas dépendre de la pandémie, le score ayant augmenté entre 2016 (29%) et 2019 (40%), mais restant stable dans la dernière enquête.

Structuration de longue durée et changements récents des préjugés contre les Roms

Un préjugé est une attitude ou une opinion dirigée contre les membres d'un groupe ou d'une catégorie sociale. Il combine des croyances et des jugements de valeur avec des prédispositions émotionnelles. Les préjugés jouent un rôle clé dans la dynamique de justification des discours, des propos ainsi que des politiques, des actions et des pratiques discriminatoires. Les chercheurs débattent aujourd'hui de la pertinence des concepts d'«*antigypsyism*» ou de «*romaphobia*» (McGarry, 2017)¹⁰. Ces analyses s'accordent toutefois sur la forte structuration d'attitudes et d'émotions négatives envers les personnes dites «*Roms*», qui peut aller jusqu'à la non-condamnation de propos racistes tenus en public (comme «*sale Rom*»). Au cours des dernières années, on a assisté toutefois à une forte baisse de la proportion des sondés qui estiment que les personnes tenant publiquement ce type de propos «*ne doivent pas être condamnées*» : ils sont 11 % des sondés face à face en novembre 2017, contre 24,5 % en 2013.

Une analyse détaillée des chiffres permet de mieux comprendre la dynamique des préjugés dans le temps. Si, en 2018, 77 % des personnes interrogées considéraient que les Roms migrants étaient pour la plupart «*nomades*», aujourd'hui cette opinion n'est partagée «*que*» par 74 % des répondants, une petite baisse. En outre, si les trois quarts (74%) des sondés considéraient en 2018 que les Roms «*exploitent très souvent les enfants*», ce

⁹ À l'inverse, l'aide organisée en temps ordinaire, où la rareté conduit à une logique de tri, repose sur des critères de ressources ou des domiciliations territoriales, ainsi que sur des évaluations des comportements des bénéficiaires pour les reconnaître comme «*méritants*», qui jouent souvent un rôle important dans la racialisation et l'ethnicisation des Roms (Caseau & Vitale, 2020).

¹⁰ The Alliance against Antigypsyism (2016, p. 6) souligne : «*The term antigypsyism – in citing the majority's projections of an imagined out-group of 'gypsies' which simultaneously constructs an imagined in-group – is analytically more accurate and makes clear that other groups – Sinti, Travellers, Manouches, Egyptians – are equally affected*».

pourcentage est tombé à 66 % en mars 2021. Cette diminution est principalement l'effet d'une réduction marquée du pourcentage de personnes qui se disent « *tout à fait d'accord* » avec le préjugé que les Roms « *exploitent très souvent les enfants* », qui passe de 25 % en 2018, à 23 en 2019, à 19% en 2021.

De même, le stéréotype des Roms voleurs et trafiquants, partagé par plus des deux tiers (67,5 %) des répondants en 2018 ne l'est plus que par 57,5 % d'entre eux en 2021, soit un recul important de -10 points. Une baisse déterminée principalement par le fait que le pourcentage de ceux qui expriment leur accord total avec cette phrase passe de 22 % en 2018, à 19 % en 2019, pour s'établir à 15 % en 2021. Par ailleurs, on relève une baisse continue de l'adhésion à l'idée selon laquelle les Roms « *ne voudraient pas s'intégrer* » en France. Elle était en effet partagée par 71 % de la population en 2018, puis est tombée à 63,5 % en 2021.

Pour résumer, pour près des trois quarts des Français, les Roms sont toujours des nomades, pour deux tiers d'entre eux des personnes qui exploitent les enfants et, pour plus de la moitié, des voleurs qui ne veulent pas s'intégrer. Dans l'ensemble, on constate donc une baisse significative du nombre de personnes partageant ces préjugés au cours des dernières années. Mais cette baisse ralentit comparée aux années précédentes.

Plusieurs facteurs peuvent expliquer ce ralentissement : le fait que les médias fassent rarement état des histoires d'intégration ; la sortie de plusieurs films qui reproduisent les stéréotypes les plus traditionnels sur les Tsiganes, français ou de récente immigration ; une certaine démobilisation des associations et comités de soutien aux droits des Roms dans les initiatives d'éducation populaire et dans la lutte contre le racisme anti-Tsiganes ; ou encore le manque de moyens des institutions actives dans la lutte contre l'anti-tsiganisme et la romaphobie.

Une mesure synthétique d'hostilité envers les groupes tsiganes

En croisant les questions du sondage en ligne de la CNCDH, il est possible de construire une échelle d'attitude qui est une mesure synthétique d'hostilité envers les Roms, permettant de comprendre l'évolution et la distribution des préjugés à leur égard ainsi que leur articulation. Pris ensemble, ces préjugés révèlent un univers symbolique à base d'homogénéisation et d'essentialisation. Cette échelle est solide, et montre que l'hostilité a baissé entre 2018 et 2021, surtout pendant la pandémie, entre novembre 2019 et mars 2021. Pour construire cette échelle hiérarchique, on a classé les réponses aux questions selon l'intensité de l'attitude mesurée et calculé la distribution des scores de l'échelle pour les années 2018, 2019 et 2021. Le tableau 4.1 montre l'ensemble des questions utilisées pour la construction de l'échelle ainsi que les réponses dénotant le niveau le plus haut d'hostilité.

Tableau 4.1.

Questions utilisées pour la construction de l'échelle de romaphobie (en %)

	2018	2019	2021
Voici quelques opinions que nous avons entendues à propos des Roms migrants. Dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas d'accord du tout avec chacune d'entre elles. Les Roms migrants ...			
... sont pour la plupart nomades : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / Tout à fait d'accord	19,8	17,3	16,3
... exploitent très souvent les enfants : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / Tout à fait d'accord	25	23,3	18,9
... vivent essentiellement de vols et de trafics : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / Tout à fait d'accord	21,9	19,1	14,9
... ne veulent pas s'intégrer en France : Pas d'accord du tout / Pas vraiment d'accord / Plutôt d'accord / Tout à fait d'accord	22,9	21,9	17,4
Pour chacune des opinions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout ? Les Français roms/gens du voyage sont des Français comme les autres : Tout à fait d'accord / Plutôt d'accord / Plutôt pas d'accord / Pas d'accord du tout :	18	14,9	11,7

*Figurent en gras les réponses considérées comme relevant de la romaphobie

Source : Baromètres CNCDH en ligne.

L'échelle de romaphobie que nous avons construite fournit un indicateur global d'hostilité à l'encontre des Roms. On a construit le même indicateur pour les trois dernières vagues du Baromètre en ligne CNCDH. La matrice de corrélations indique que, pour les trois années considérées, les cinq variables sont suffisamment corrélées pour former un indicateur global de romaphobie.

Cette échelle d'attitude envers les Roms permet de hiérarchiser les répondants par niveau de préjugés, du plus bas au plus élevé, le haut de l'échelle regroupant les sondés qui ne considèrent pas les Français roms comme des Français à part entière, qui considèrent les Roms comme des voleurs, des nomades, et des exploiters d'enfants ne voulant pas s'intégrer en France. La figure 4.2 compare les niveaux de romaphobie en 2018, 2019 et 2021. Sur cette échelle, l'hostilité à l'encontre des Roms a chuté depuis la fin de 2014, la proportion de notes élevées passant de 23% à 15%, et le pourcentage de notes basses (et donc moins racistes) a sensiblement progressé, passant de 38% en 2018 à 40% à fin 2019, pour monter à 49 % en 2021 (figure 4.2).

Il est important de noter que la diffusion des sentiments négatifs à l'égard des Roms n'est pas uniforme dans l'ensemble du pays. Notre échantillon n'est pas suffisamment large pour pouvoir observer des différences d'un département ou d'une région à l'autre, mais il permet quand même de comparer par grandes régions. L'Est de la France et le Sud-Ouest

ont le niveau de romaphobie le plus bas, suivis par le Bassin parisien, l'Ouest et le Sud-Est. C'est dans le Nord que l'hostilité est la plus forte.

Tableau 4.2.

Matrice des corrélations entre les opinions à l'égard des Roms, 2018-2019-2021

2021	Nomades	Exploitent les enfants	Vols et trafics	Pas s'intégrer	Français comme les autres	Corr. Item
Roms nomades	1	0,33**	0,37**	0,35*	0,24**	0,51**
Exploitent les enfants		1	0,59**	0,50**	0,38**	0,70**
Vivent de vols et de trafics			1	0,58**	0,49**	0,79**
Ne veulent pas s'intégrer				1	0,46**	0,72**
Pas des Français comme les autres					1	0,66**
2019	Nomades	Exploitent les enfants	Vols et trafics	Pas s'intégrer	Français comme les autres	Corr. Item
Roms nomades	1	0,36**	0,41**	0,40**	0,29**	0,56**
Exploitent les enfants		1	0,62**	0,54**	0,37**	0,72**
Vivent de vols et de trafics			1	0,57**	0,50**	0,79**
Ne veulent pas s'intégrer				1	0,43**	0,74**
Pas des Français comme les autres					1	0,64**
2018	Nomades	Exploitent les enfants	Vols et trafics	Pas s'intégrer	Français comme les autres	Corr. Item
Roms nomades	1	0,43**	0,50**	0,50**	0,34**	0,62**
Exploitent les enfants		1	0,66**	0,62**	0,41**	0,75**
Vivent de vols et de trafics			1	0,66**	0,48**	0,83**
Ne veulent pas s'intégrer				1	0,47**	0,80**
Pas des Français comme les autres					1	0,62**

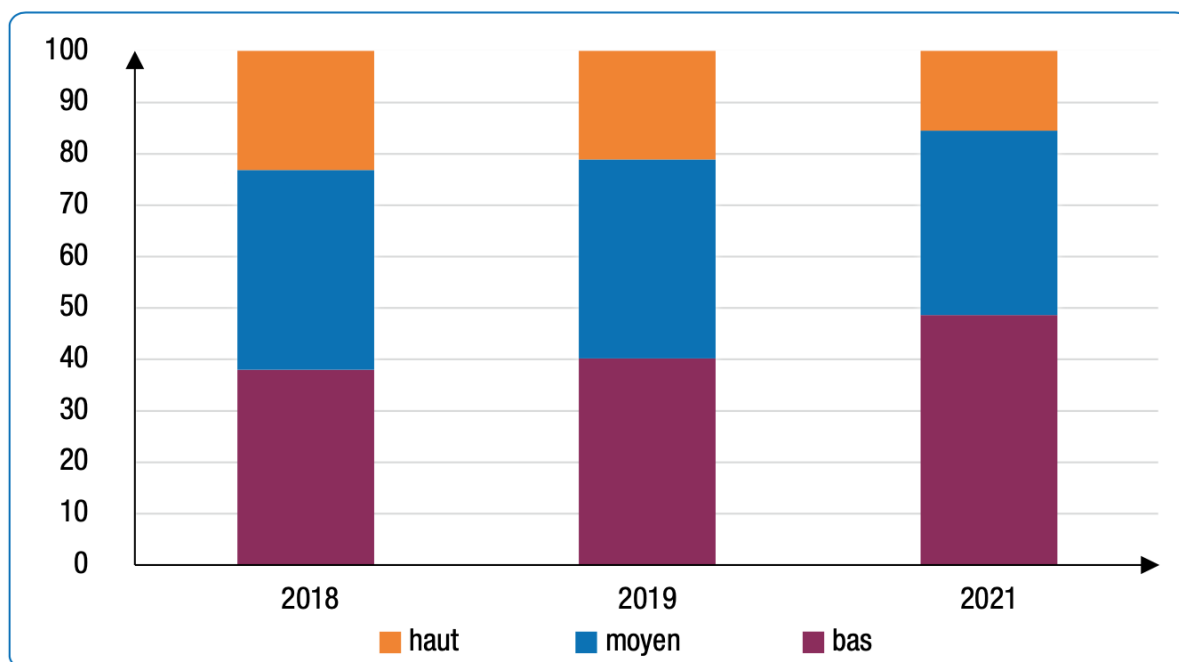
* La corrélation est significative au niveau 0.05.

** La corrélation est significative au niveau 0.01.

Source : Baromètres CNCDH en ligne. Corrélations mesurées par le R de Pearson. Les questions et les échelles sont orientées dans le sens de l'hostilité aux Roms, la dernière colonne indique la corrélation de l'item à l'échelle de romaphobie.

Figure 4.2.

Échelle de romaphobie, novembre 2018, novembre 2019 et mars 2021 (%)



Source : Baromètres CNCDH en ligne.

La stabilité des facteurs explicatifs des préjugés romaphobes

Les attitudes hostiles aux Roms s'expliquent par les mêmes facteurs que l'ethnocentrisme et l'antisémitisme, analysés dans les deux parties précédentes de ce chapitre. Le tableau 4.3 présente les facteurs sociologiques d'analyse des préjugés. Comme vu précédemment, 51 % de la population obtient des scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie en mars 2021. Il s'agit d'une baisse de -11 points par rapport à 2018. Le tableau 4.3 indique les variations de ce pourcentage en fonction de plusieurs variables socio-démographiques, spécifiques à la sociologie du racisme. Le tableau souligne les différences entre les trois dernières enquêtes en ligne considérées.

Un premier phénomène frappant est que, si la distribution de l'hostilité anti-Roms par classes d'âge était encore confuse en 2019, la corrélation est beaucoup plus nette en mars 2021. L'hostilité aux Roms augmente désormais avec l'âge, comme le montrent également les études portant sur les autres formes de racisme, et est sans différence à partir de 45 ans : les jeunes sont plus exposés à des sources de dé-stigmatisation. Elle s'avère également liée au genre, les femmes étant moins hostiles que les hommes, avec une différence de 8 points. Elle monte quand le niveau d'éducation baisse et, de façon encore plus marquée que dans les années précédentes, quand le sentiment de déclassement est plus aigu.

Lorsque l'on regarde les changements d'attitude par catégories socioprofessionnelles, on observe que, si la tendance générale est à la réduction des scores hauts et moyens de romaphobie, certaines catégories « bougent » plus que les autres. C'est surtout parmi les ouvriers (- 16 points depuis 2018), les agriculteurs (- 15 %) et les employés (- 14 %) que la diminution de l'hostilité aux Roms est la plus importante.

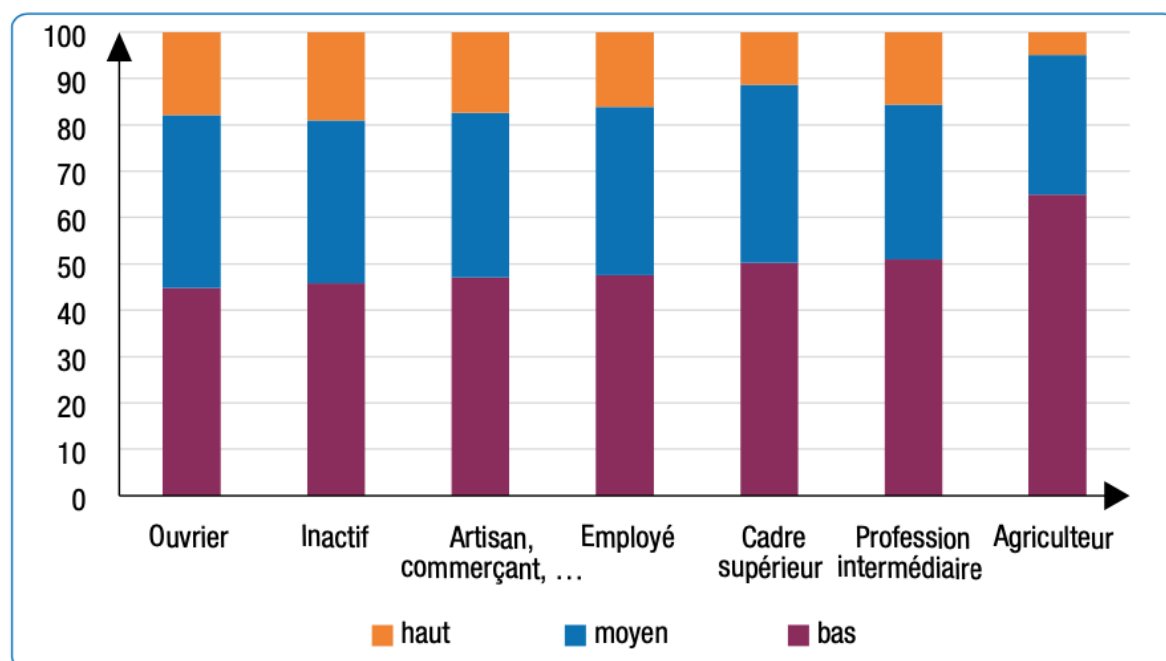
Tableau 4.3.
Facteurs explicatifs de la romaphobie (en %)

% de scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie	2018	2019	2021
SEXE			
Homme	63	59	55
Femme	61	61	47
AGE			
18-24 ans	45	53	39
25-34 ans	66	51	42
35-44 ans	61	57	51
45-59 ans	60	61	54
60 ans +	67	67	54
DIPLÔME			
Moins que le bac	67	67	59
Bac	67	61	50
Bac + 2	56	53	52
Bac + 3	48	47	43
CATEGORIE SOCIOPROFESSIONELLE (ancienne profession des retraités et chômeurs recodée)			
Artisan, commerçant, chef d'entreprise	66	65	53
Cadre supérieur	50	53	50
Profession intermédiaire	59	55	49
Employé	67	63	52
Ouvrier	71	61	55
Inactif	56	64	54
ÉCHELLE Gauche/Droite			
Gauche (1,2)	43	45	29
Centre gauche (3)	49	40	33
Centre (4)	62	59	50
Centre droit (5)	73	68	61
Droite (6,7)	83	83	74
REVENUS MENSUELS			
Moins de 1400 euros	54	57	45
1400-2000 euros	62	60	51
2000-3000 euros	69	62	51
3000 euros	62	57	54
PRATIQUE RELIGIEUSE CATHOLIQUE			
Pratiquant régulier	75	58	51
Occasionnel	64	65	61
Non pratiquant	68	67	58
Autre religion	52	49	47
Sans religion	58	55	44

% de scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie	2018	2019	2021
SITUATION ECONOMIQUE RESSENTIE			
« Je vis moins bien qu'il y a quelques années »			
Tout à fait d'accord	72	71	59
Plutôt d'accord	59	58	55
Plutôt pas	54	52	43
Pas du tout	59	51	47
Ensemble	62	60	51

Source : Baromètres CNCDH en ligne.

Figure 4.3. Échelle de romaphobie par catégorie socioprofessionnelle, mars 2021 (%)



*Retraités et chômeurs classés en fonction de leur ancienne profession.

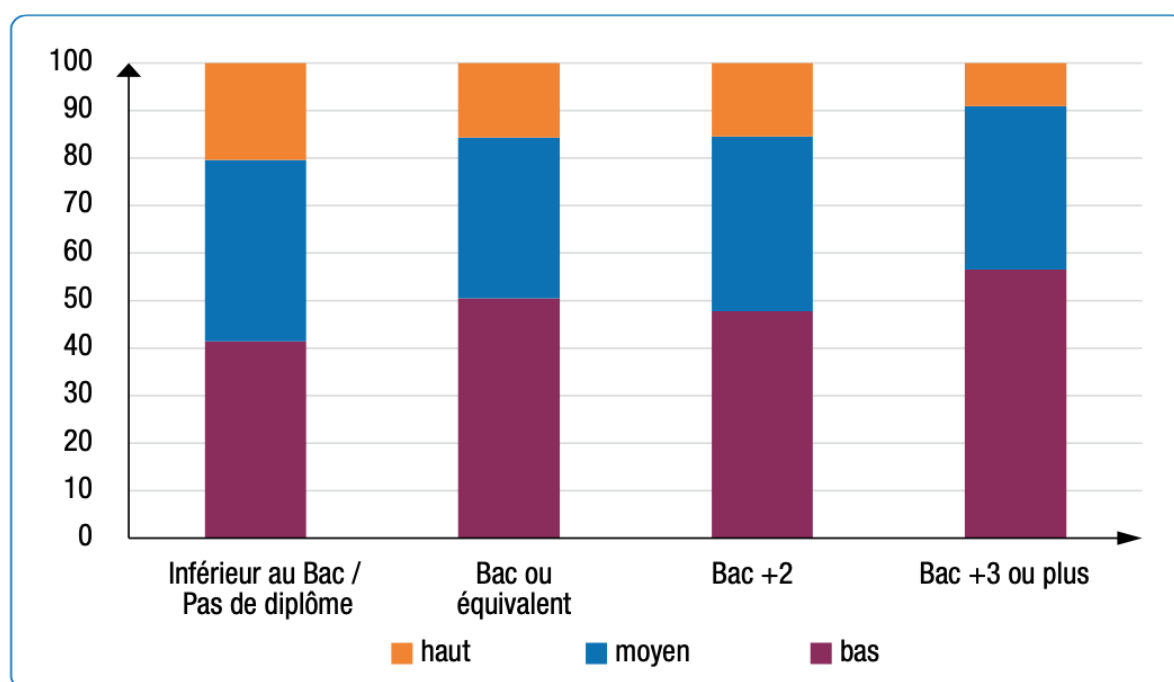
Source : Baromètres CNCDH en ligne.

Le sentiment d'insécurité économique exerce un impact significatif sur les opinions exprimées à propos des Roms. C'est en effet surtout chez ceux qui jugent vivre « *moins bien qu'il y a quelques années* » qu'on trouve les sentiments les plus hostiles à l'égard des Roms (et plus généralement un fort niveau d'ethno-centrisme). La relation est linéaire, confirmée dans les trois vagues du sondage en ligne analysées. En 2021, il y a 12 points d'écart entre ceux dont la situation économique ressentie est pire qu'il y a quelques années et ceux pour lesquels rien n'a changé. Certes, il y avait 20 points d'écart en 2019. Mais l'écart reste important, et la relation linéaire entre aggravation perçue des conditions de vie et opinion négative sur les Roms montre la force structurante du sentiment de déclassement : ceux qui ressentent une détérioration de leur condition ont tendance à

percevoir les Roms comme étranges, méchants et dangereux, comme des « privilégiés », des bénéficiaires d'une aide imméritée, des assistés favorisés¹¹.

Plus généralement, les dernières années mettent en lumière le rôle croissant joué par l'éducation et l'âge comme facteurs de structuration des préjugés contre les Tsiganes. L'hostilité aux Roms, comme plus largement le rejet de toutes les minorités (voir parties précédentes), baisse lorsque le diplôme s'élève. Mais l'effet du diplôme varie selon l'année considérée et le niveau d'étude. Si en 2018 seulement 32,5% des personnes ayant un diplôme inférieur au baccalauréat ou sans diplôme avaient un niveau bas d'hostilité contre les Roms, aujourd'hui ce taux est monté à 41,5%. Et pour ceux qui ont un niveau baccalauréat ou équivalent, ce pourcentage est monté de 33 % en 2018 à 50,5 % en 2021 : autrement dit, les augmentations les plus significatives de la tolérance à l'égard des Roms se sont produites principalement parmi les personnes ayant les niveaux d'éducation les plus bas, tandis que le pourcentage de personnes ayant des niveaux d'éducation plus élevés et des attitudes moins hostiles a augmenté de manière beaucoup moins importante.

Figure 4.4. **Échelle de romaphobie par diplôme (%)**

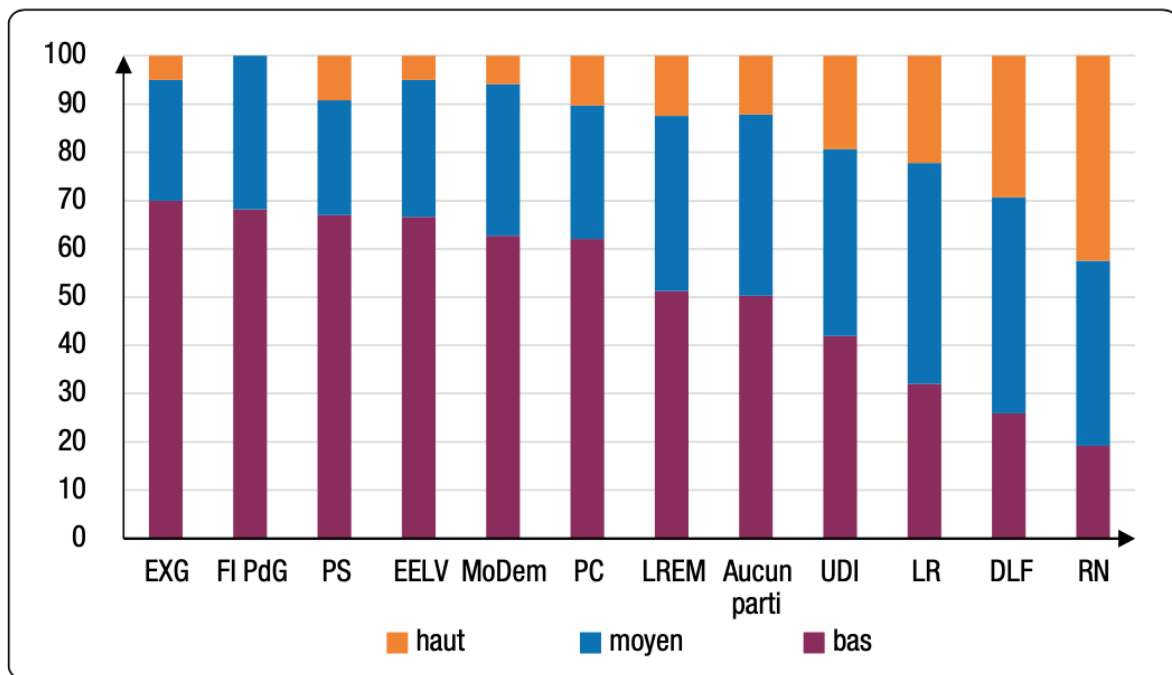


Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021). Dernier diplôme obtenu.

¹¹ Déjà, en 2013, l'étude qualitative menée par CSA pour la CNCDH mettait en lumière un sentiment d'hostilité lié à une représentation des Roms comme des « parasites » profitant du système d'aide sociale, qui s'enrichiraient en France pour mieux accumuler les richesses dans « leur pays » (comme s'ils étaient par définition tous étrangers), grâce notamment aux aides au retour. Il s'agit d'un ensemble de préjugés tenaces et anciens, très structurés par le sentiment de vivre « moins bien qu'il y a quelques années » et qui ont été documentés depuis longtemps dans plusieurs pays européens (Vitale & Claps, 2010).

Ces préjugés envers les Roms sont aussi beaucoup moins fréquents à gauche qu'à droite de l'échiquier politique : 81 % des sympathisants du Rassemblement national (85,5 % en 2018), 68 % de ceux du parti Les Républicains sont hostiles aux Roms en mars 2021. Si les sympathisants de La République en marche ont un niveau bas d'hostilité de 51% (37% en 2019), ils se positionnent juste à côté de ceux qui déclarent de n'avoir aucune sympathie partisane. À gauche, la proportion de sondés avec un bas niveau de romaphobie augmente quand on passe du Parti communiste (62%) à Europe Écologie Les Verts et au Parti socialiste (67 %) et chez les proches des partis d'extrême gauche (70 %, figure 4.5).

Figure 4.5. Échelle de romaphobie par proximité partisane (%)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

La figure 4.6 montre la répartition des scores selon l'auto-positionnement politique (en cinq positions); si, en 2019, on observait des niveaux plus bas d'hostilité chez les personnes positionnées au centre-gauche (60 % de notes basses sur l'échelle de romaphobie) par rapport à celles de gauche (55%), aujourd'hui on observe une progression linéaire de l'hostilité aux Roms à mesure qu'on se déplace vers la droite de l'axe gauche-droite. On remarque aussi que la proportion de scores élevés de romaphobie chez les personnes se classant à droite a baissé de 42% à 33%.

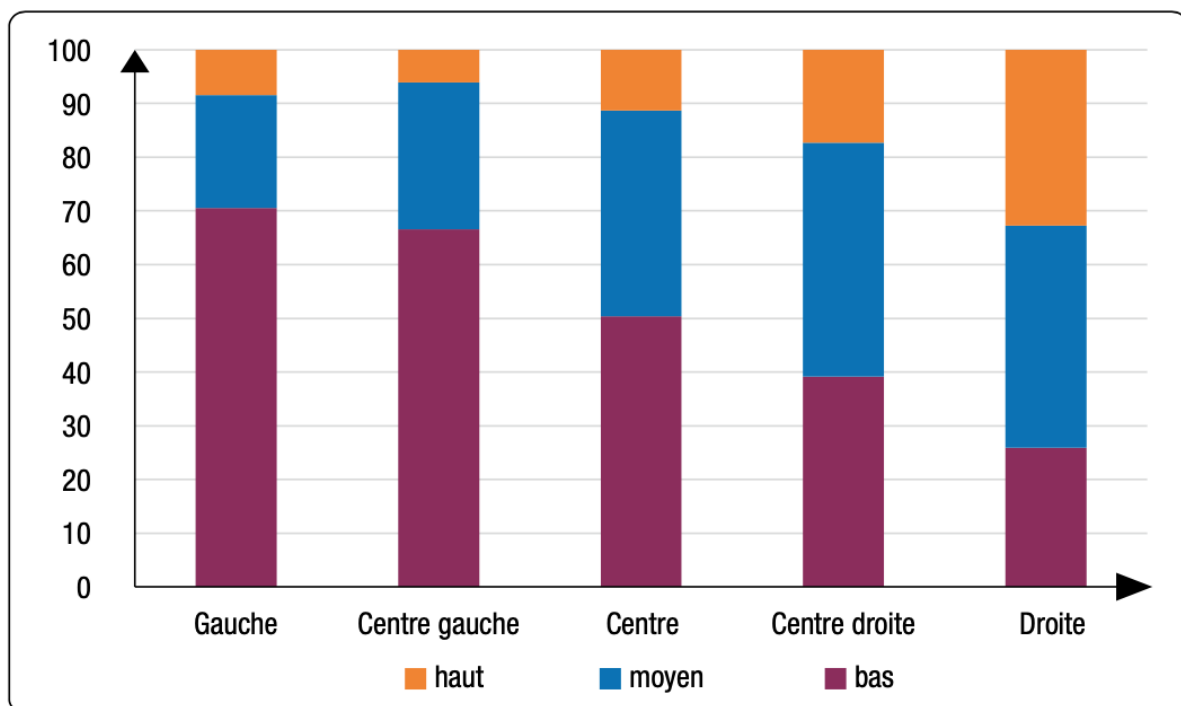
On remarque de même que les sentiments négatifs envers les Roms sont un peu plus fréquents que la moyenne (51 % de scores élevés dans l'échantillon) chez les catholiques occasionnels (+ 10%) et chez les catholiques non pratiquants (+7%). Les catholiques pratiquants s'alignent sur la moyenne en 2021, alors qu'ils étaient beaucoup plus hostiles en 2018 (75 % par rapport à une moyenne de 62 %). Cette baisse peut être mise en lien avec l'engagement renouvelé des associations catholiques, et notamment le Secours Catholique, pour promouvoir des occasions de rencontre et de sociabilité avec les Roms

ainsi que des formes d'aide matérielle. En revanche, les non-croyants (44%) et les croyants d'une autre religion (47 %) sont globalement moins hostiles aux Roms, comme en 2019 et 2018.

On peut croiser l'échelle de romaphobie avec l'échelle d'ethnocentrisme déjà utilisée dans ce chapitre (1.1.2.2). Plus le niveau d'ethnocentrisme augmente, plus les scores de romaphobie progressent, témoignant d'une représentation stéréotypée et cohérente des minorités en général. Aversion aux Roms et ethnocentrisme vont de pair ; un résultat qui mérite d'être souligné. *A contrario*, ce sont les personnes les moins ethnocentriques qui font preuve de plus d'ouverture d'esprit à l'égard de la minorité Rom.

Ces corrélations aident à définir le profil des personnes les plus hostiles aux Roms et ses évolutions au cours des dernières années. Encore faut-il pouvoir mesurer la part respective des effets de chaque variable. Est-ce la catégorie socioprofessionnelle qui structure le rapport aux Roms, ou bien le niveau d'éducation, ou encore le revenu familial ? Ou bien les processus de socialisation structurants, comme les expériences d'études et de travail à l'étranger ? Le niveau d'éducation exerce-t-il toujours un impact significatif si on prend en compte la région de provenance ?

Figure 4.6. Échelle de romaphobie par auto-positionnement politique en cinq positions (%)



Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).

Nous avons, dans cette perspective, contrôlé l'effet propre de chaque variable sur la romaphobie avec plusieurs modèles de régression logistique. À partir des variables socio-démographiques (âge, sexe, parcours migratoire familial éventuel, niveau d'éducation), on a introduit nos indicateurs « pas-à-pas » (*stepwise*) : le revenu, la catégorie

socioprofessionnelle, la pratique religieuse, et – pour finir – le positionnement politique. Ce genre d'analyse permet de mesurer la « probabilité » de développer des sentiments hostiles aux Roms (mesurés par des scores moyens ou élevés sur l'échelle de romaphobie) : la variable indépendante est donc représentée par les niveaux moyen ou élevé des scores sur l'échelle de romaphobie. Cette analyse montre avant tout que ni le genre, ni l'âge ni la catégorie socioprofessionnelle n'ont d'effets significatifs une fois contrôlés par l'ensemble de facteurs. Seuls le niveau d'éducation, le revenu, le positionnement politique, la situation économique ressentie et la pratique religieuse gardent un impact statistiquement significatif, c'est-à-dire qu'ils ont une influence sur la probabilité d'éprouver ou non des sentiments négatifs à l'encontre des Roms, toutes choses égales par ailleurs. Les variables les plus significatives dans la structuration de l'hostilité anti-Tsiganes sont un bas niveau d'éducation, un bas niveau de revenu et le fait d'avoir l'impression de vivre moins bien qu'avant, ainsi que le fait d'être catholique et non pratiquant. Comme prévu, on voit aussi que l'hostilité contre les Roms dépend de l'orientation politique. Même en contrôlant par les facteurs socio-économiques, le revenu et le niveau d'éducation, l'impact de l'autopositionnement politique reste très significatif. Plus on est à gauche, plus la probabilité de ne pas avoir un haut niveau d'hostilité envers les Roms est forte.

La mémoire du génocide comme enjeu commun et fédérateur

En 2016, en analysant les données de l'enquête d'octobre, on notait que de moins en moins de personnes considéraient les Tsiganes, les Roms et les Gens du voyage comme les groupes les plus discriminés en France. Elles étaient 19 % en 2013, contre 2,3 % dans les deux vagues de 2016 (janvier et octobre). C'est la raison pour laquelle cette question n'a pas été posée. Mais au cours des trois dernières années se sont développées d'importantes mobilisations politiques et associatives visant à mieux reconnaître et conserver la mémoire de l'extermination des différents groupes tsiganes/roms pendant la Seconde Guerre mondiale. Il s'agit donc de vérifier si le rapport de la société française à ces événements a changé. La part de répondants en ligne estimant qu'on ne parle « *pas assez* » de l'extermination des Roms pendant la Seconde Guerre mondiale était de 42% en octobre 2016. En novembre 2017 elle restait stable à 42 %. Elle est montée à 48% en 2018, puis a baissé ensuite à 46% en 2019 et à 44% en 2021. La petite hausse de cette opinion au cours de l'année 2017 est en partie liée au discours de François Hollande au camp de Montreuil-Bellay (Maine-et-Loire), qui rendait hommage aux Tsiganes internés jusqu'en 1946. Elle témoigne de l'importance des campagnes et des mobilisations pour la reconnaissance des Roms, ainsi que de la lutte contre les stéréotypes qui les stigmatisent¹². Sa baisse en 2019 et 2021 montre, en revanche, que beaucoup de travail reste à faire pour bâtir la mémoire des enfermements, des restrictions à la mobilité, des persécutions, des expropriations, des déportations et des exterminations, ainsi que des formes de résistance. Le génocide des Tsiganes risque d'être oublié, et la réduction des préjugés à leur égard ne va pas nécessairement s'accompagner d'un sérieux travail de mémoire historique commune. Comme on pouvait s'y attendre, plus le niveau de romaphobie est élevé, plus les répondants pensent qu'on parle trop de l'extermination des Tsiganes et des Roms, pendant la Seconde Guerre mondiale (27 % de ceux qui ont un score haut de

¹² On pense, par exemple, à la tribune dans *Le Monde* au moment de la journée de la Mémoire 2017, «Il faut créer une Fondation européenne pour la mémoire du génocide des Roms», *Le Monde*, 26 janvier 2018.

romaphobie, mais seulement 4 % de ceux qui ont un score bas) ; mais seulement 57 % de ceux qui ont un bas niveau de romaphobie pensent qu'on n'en parle « *pas assez* ». Bien évidemment, la propension à avoir le sentiment qu'on ne parle pas assez de la persécution des Tsiganes et des Roms est aussi liée au niveau d'ethnocentrisme, et 70% des sondés qui ont le niveau le plus bas d'ethnocentrisme (scores 1 et 2 sur une échelle de 1 à 10) déclarent qu'on n'en parle pas assez, pourcentage qui tombe à 22 % chez ceux qui ont les scores les plus élevés.

De nombreuses voix, en Europe et en France, demandent désormais la création d'une fondation pour la mémoire du génocide contre les Roms, jusqu'ici presque ignoré dans le discours public et les manuels scolaires d'histoire (About, et al., 2018). Les appels d'intellectuels, d'élus et de militants européens à promouvoir la recherche historique, le recueil de témoignages et la constitution d'archives se multiplient. Des mobilisations se développent également pour construire ou revendiquer un travail de mémoire fondé sur la construction de mémoriaux, l'organisation d'expositions et de commémorations¹³. La révision des programmes scolaires et la formation d'enseignants font partie de cet effort, notamment grâce au réseau Canopé¹⁴. Ces mobilisations vont de pair avec les initiatives prises par des associations pour lutter contre l'idée que les Roms auraient une « *culture déficiente* » et besoin de soutiens spéciaux ou de mesures extérieures au cadre du droit commun. Elles visent aussi à créer des liens et à mettre en équivalence des situations de discrimination et de racisme, pour une convergence des mobilisations contre les discriminations¹⁵.

Références

About, Ilsen (2014) « Unwanted “Gypsies”. The Restriction of Cross-Border Mobility and the Stigmatisation of Romani Families in Interwar Western Europe », *Quaderni Storici*, 2014, 49 (2), p. 499-532.

About, Ilsen, Pernot, Mathieu, Sutre, Adèle (dir.) (2018). *Mondes tziganes. Une histoire photographique, 1860-1980*, Arles, Actes Sud.

¹³ Voir à ce sujet : <http://www.egam.eu/pour-la-creation-dune-fondation-europeenne-pour-la-memoire-du-genocide-contre-les-roms>.

¹⁴ Opérateur public présent sur l'ensemble du territoire, placé sous tutelle du ministère de l'Éducation nationale, Réseau Canopé édite des ressources pédagogiques transmédias (imprimé, web, mobile, TV), répondant aux besoins de la communauté éducative. Voir à ce sujet : <https://www.reseau-canope.fr/edu-quer-contre-le-racisme-et-lantisemitisme/racisme-anti-roms.html>.

¹⁵ C'est le cas, par exemple, des mobilisations communes pour dénoncer les difficultés persistantes à faire accepter l'inscription des enfants dans certains collèges et écoles primaires : à titre d'exemple, on peut citer la campagne #Ecolepourtous qui rassemble enfants et jeunes «du voyage», mineurs isolés étrangers, enfants ou parents vivant en bidonville, squat ou hôtel social. Dans le manifeste de la campagne on peut lire : « *En partageant nos histoires, nous avons découvert que cette commune expérience de l'exclusion scolaire nous rassemblait et nous donnait la force de réclamer ensemble le droit à nouveau de rêver, pour nous, et pour les enfants et les jeunes qui nous ressemblent* ». Voir à ce sujet : <https://ecolepourtous.org>

Aguilera, Thomas & Vitale, Tommaso (2015). « Bidonvilles en Europe, la politique de l'absurde », *Revue Projet*, 348 (5), p. 68-76.

Alliance against Antigypsyism (2016). *Antigypsyism. A Reference Paper*, disponible ici : <https://www.antigypsyism.eu>.

Asseo, Henriette (2006). *Les Tsiganes, une destinée européenne*, Paris, Gallimard.

Association Trajectoires, Fondation Caritas & Secours catholique (2017). *Habitants des bidonvilles en France : connaissance des parcours et accès au droit commun* ; disponible ici : <http://www.trajec-toires-asso.fr>.

Bordigoni, Marc (2013). *Gens du voyage, droit et vie quotidienne en France*, Paris, Dalloz Sirey.

Caseau, Anne-Cécile & Vitale, Tommaso (2020). « Bidonvilles en déconfinement : les solidarités vont-elles tenir ? », *The Conversation*, 24 mai 2020.

CNCDH (2012), *Avis sur le respect des droits des Gens du voyage et des Roms migrants au regard des réponses récentes de la France aux instances internationales*, adopté par l'Assemblée plénière du 22 mars 2012.

Cour des comptes (2017). « L'accueil et l'accompagnement des gens du voyage : des progrès lents et inégaux, des objectifs à redéfinir », dans *Rapport public annuel 2017* ; disponible ici : <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-rapport-public-annuel-2017>.

DIHAL (2018), *Etat des lieux des bidonvilles en France métropolitaine au 1er juillet* ; disponible ici : https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/contenu/piece-jointe/2018/11/recensement_juil-let_2018_vweb.pdf

FNASAT, FCSF & URECSO (2017). *Gens du voyage, des habitants ignorés*; disponible ici : <http://www.fnasat.asso.fr/REPERES%20Gens%20du%20Voyage%203.pdf>

Hubert, Derache (2013). *Appui à la définition d'une stratégie interministérielle renouvelée concernant la situation des gens du voyage*, Paris, 2013, Rapport au Premier ministre ; disponible ici : https://www.gouvernement.fr/sites/default/files/fichiers_joints/rapport-gens-du-voyage.pdf.

Liégeois, Jean-Pierre (2010). *Council of Europe and Roma : 40 Years of Action*, Strasbourg.

McGarry, Aidan (2017). *Romaphobia. The Last Acceptable Form of Racism*, Londres, Zed Books.

Olivera, Martin (2010). « Les Roms comme « minorité ethnique » ? Un questionnement roumain », *Études tsiganes*, 39-40, p. 128-150.

Piasere, Leonardo (2011). *Roms : une histoire européenne*, Paris, Bayard.

Sutre, Adèle (2021). *Géopolitique des tsiganes. Des façons d'être au monde entre circulations et ancrages*, Paris, Le Cavalier Bleu.

Vacca, Raffaele, Cañarte, David & Vitale, Tommaso (2021). Beyond ethnic solidarity: the diversity and specialisation of social ties in a stigmatised migrant minority, *Journal of Ethnic and Migration Studies*

DOI: [10.1080/1369183X.2021.1903305](https://doi.org/10.1080/1369183X.2021.1903305)

Vitale, Tommaso (2019) « Lynchages de Roms : les mécanismes du stéréotype », *The Conversation*, 29 mars 2019.

Vitale, Tommaso & Claps, Enrico (2010). « Not Always the Same Old Story : Spatial Segregation and Feelings of Dislike against Roma and Sinti in Large Cities and Medium-size Towns », in Michael Stewart, Márton Rövid (dir.), *Multi-Disciplinary Approaches to Romany Studies*, Budapest, CEU Press, p. 228-53.

Tableau 4.4.
Variables prédictives des sentiments hostiles aux Roms
(Régression logistique)

	Coefficient		p-value
DIPLÔME			
Inférieur au Bac / Pas de diplôme	0,55	***	0
Bac ou équivalent	0,15		0,285
Bac + 2	0,34	**	0,022
Bac + 3 ou plus (Ref.)			
REVENUS MENSUELS			
Moins de 1.400 euros	- 0,54	***	0,001
1.400 à 2.000 euros	- 0,27	*	0,068
2.000 à 3.000 euros	- 0,19		0,137
Plus de 3.000 euros (Ref.)			
Je préfère ne pas répondre	0,01		0,97
PRATIQUE RELIGIEUSE CATHOLIQUE			
Pratiquant régulier	- 0,24		0,373
Occasionnel	0,29		0,109
Non pratiquant	0,3	***	0,007
Autre religion	0,04		0,837
Sans religion (Ref.)			
ÉCHELLE Gauche /Droite			
Gauche (1,2)	- 1,82	***	0
Centre gauche (3)	- 1,58	***	0
Centre (4)	- 1	***	0
Centre droit (5)	- 0,57	***	0,001
Droite (6,7) (Ref.)			
Non-réponse	- 0,39		0,683
SITUATION ECONOMIQUE RESENTIE			
« Je vis moins bien qu'il y a quelques années »			
Tout à fait	0,4	**	0,026
Plutôt	0,25		0,145
Plutôt pas	- 0,2		0,241
Pas du tout (Ref.)			
Constante	0,65	***	0,002

Seuils de significativité statistique retenus : * P < 0,1 ; ** P < 0,05 ; *** P < 0,01.

Source : Baromètre CNCDH en ligne (mars 2021).